l'environnement, la politique de concurrence (dite «anti-monopole»), et des questions clés liées aux politiques industrielle et en matière d'innovation. Au fur et à mesure que le champ d'activité s'élargit, qu'on définit les règles du jeu - non seulement pour les «nouvelles» questions, mais aussi pour d'importantes questions encore en suspens, comme le commerce des produits agricoles - nous devons nous interroger sur les moyens d'atteindre trois objectifs cruciaux :

- un régionalisme dynamique qui, à terme, favorisera une large libéralisation multilatérale selon des modalités allant dans le sens des intérêts du Canada;
- un accès plus large et plus sûr <u>aux trois marchés de la Triade</u>, ³⁰ y compris pour les produits transformés, agricoles et à base de ressources naturelles, dans le cas du Japon et de la CE, de même que les marchés publics et la réforme des recours commerciaux dans les trois entités; et
- la <u>gestion efficace des «nouvelles» questions</u>, de manière à ce que les résultats des négociations correspondent aux besoins et réalités d'économies de petite taille, ouvertes et tributaires du commerce, comme l'est celle du Canada.³¹

Si la communauté internationale définit de nouvelles règles applicables à la fois aux anciennes et aux nouvelles questions, que ce soit au plan multilatéral ou à l'échelle régionale, ou (ce qui est le plus probable) aux deux, quels seront nos alliés? Les importants travaux effectués en coopération dans le contexte des négociations commerciales multilatérales par le Groupe de Cairns, composé d'exportateurs de taille moyenne de produits agricoles, nous fournit à cet égard une précieuse leçon. Un groupe raisonnablement cohérent de pays exportateurs d'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine se sont joints au Canada, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande et ont fait en sorte que les trois grands protagonistes entendent un autre son de cloche à la table des NCM.

Les États-Unis, la CE et le Japon.

J'aborde cette question de façon plus complète dans «La mondialisation et la politique officielle du Canada: La recherche d'un paradigme», Document du Groupe de la planification des politiques, 93/01 (p. ex., en ce qui concerne la convergence des politiques de concurrence, aux pages 52 à 57); voir aussi Laura Tyson, «Managing Trade Conflict in High-Technology Industries», in Linking Trade and Technology Policies, ouvrage préparé sous la direction de Martha C. Harris et Gordon E. Moore (Washington, D.C., National Academy Press, 1992), pp. 75-78.